

# LE MINISTÈRE MENACE, LES SYNDICATS PERSISTENT

## Éducation : polémique sur fond de grève

**Le ton monte entre le ministère de l'Éducation et les syndicats du secteur. Le département de Baba Ahmed n'a pas dérogé à la règle en saisissant la justice. Les syndicats dénoncent et affirment n'avoir été destinataires d'aucune convocation ni notification de la part de la justice. Le département de Baba Ahmed menace de recourir à l'envoi de mises en demeure aux enseignants grévistes. L'Unpef, le Cnapest et le Snapest restent sur le terrain de la contestation.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Point d'offre de dialogue officielle de la part du ministre de l'Éducation, mais un recours à la justice dans une tentative de mettre un terme à un mouvement de grève enclenché depuis une dizaine de jours déjà.

Le département de Baba Ahmed a saisi le tribunal administratif pour qu'il statue sur la légitimité de la grève. Sans surprise, ce dernier a déclaré illégal, selon un communiqué du ministère de l'Éducation, le mouvement initié par le Cnapest et l'Unpef.

Dans ce même communiqué, il est fait allusion à la nouvelle appellation du Cnapest qui avait élargi sa représentativité aux paliers du primaire et du moyen pour devenir Cnapest-élargi, ce qui suffit au ministère pour le déclarer «non agréé». S'appuyant sur cette décision, le

ministère de l'Éducation compte passer à la vitesse supérieure. Après avoir fait planer la menace des ponctions sur salaires, il menace d'envoyer des mises en demeure aux enseignants grévistes. Des menaces qui n'ont pas laissé de marbre les syndicats qui ne se laissent nullement impressionner.

L'Unpef poursuivait, hier, sa seconde semaine de grève, les adhérents du Snapest en étaient eux à leur deuxième jour alors que ceux du Cnapest rejoignaient hier le mouvement pour une journée renouvelable. Ils dénoncent tous les trois, l'attitude du ministère de l'Éducation.

Le porte-parole du Cnapest est formel : son syndicat n'a jamais été convoqué par la justice et n'a reçu aucune décision de justice. Messaoud Boudiba considère que le ministère de l'Éducation



Les élèves pénalisés.

s'est trompé de cible et que la justice n'avait pas à être de la sorte utilisée au moment où il fallait aller vers des négociations avec les syndicats.

Pour le porte-parole du Cnapest, Baba Ahmed est face à deux choix : répondre aux doléances des syndicats ou reconnaître officiellement sur procès-verbal son incapacité à résoudre les problèmes du secteur.

Boudiba s'insurge contre les propos du dernier communiqué du département de l'éducation dans lequel il est fait référence à l'ap-

pellation du syndicat. Il s'étonne que les représentants de ce même ministère se soient assis à la table de négociations et signent des procès-verbaux avec ce même syndicat avant de le déclarer non agréé. Des propos qu'il qualifie de «graves» attestant de la légitimité du mouvement initié par son syndicat.

Du côté de l'Unpef qui entamait hier, le troisième jour de la seconde semaine de grève, la détermination ne faiblit pas. Le syndicat de Sadek Dzir accuse le ministère de l'Éducation d'avoir

violé les lois de la République, en ne respectant pas les procédures d'usage en matière de conflits de travail.

L'Unpef estime que si le ministère de tutelle avait réellement saisi la justice, il aurait dû avant de le faire, tenter une réconciliation comme l'exige la loi. Rappelant que les textes garantissent les libertés syndicales et le droit à la grève, l'Unpef appelle ses adhérents à rester mobilisés et à ne pas céder aux pressions qui sont exercées sur eux.

Les grévistes sont appelés à ne signer aucun document que l'administration pourrait vouloir leur faire signer.

Au Snapest, l'indignation est la même. Son coordonnateur a exprimé sa solidarité avec les deux syndicats qui sont sur le même terrain de contestation que lui.

Meziane Meriane affirme que sur le terrain, le mouvement est toujours aussi suivi qu'au premier jour. Un mouvement légitime, dit-il qui est accueilli en face, par des «méthodes policières» au moment où la famille de l'éducation est dans l'attente d'un signe d'apaisement qui tarde à venir.

N. I.

## ATTEINTE DES OBJECTIFS MONDIAUX DE L'ÉDUCATION À L'HORIZON 2015

# L'Algérie ne sera pas totalement au rendez-vous

**Les objectifs mondiaux de l'éducation, adoptés en 2000 pour être atteints en 2015, ne le seront pas totalement par l'Algérie.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C'est ce que l'édition 2013-2014 du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous (EPT), une publication indépendante de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), permet de constater.

Selon ce rapport dont cette édition, la onzième du genre, traite en plus de 400 pages du thème : Enseigner et Apprendre – Atteindre la qualité pour tous, le système éducatif algérien ne sera pas totalement au rendez-vous de 2015, concernant la concrétisation des six objectifs de l'EPT. Fixés par le Forum mondial de Dakar de 2000, les six objectifs sont l'éducation et la protection de la petite enfance, l'enseignement primaire universel, les compétences des jeunes et des adultes, l'alphabétisation des adultes, la parité et l'égalité entre les sexes dans l'éducation et la qualité de

l'éducation. Au-delà des nombreux constats établis et des mesures préconisées, le rapport de suivi de l'EPT estime que les objectifs mondiaux de l'éducation ne seront pas atteints par tous les pays d'ici 2015. Se basant sur plusieurs indices et données relatives à l'enseignement pré-primaire, ce rapport indique que l'Algérie compte parmi les pays qui devraient atteindre à 70% le premier objectif, fixé en matière de promotion de l'éducation.

Concernant l'enseignement primaire universel, l'objectif fixé devrait être atteint à plus de 95% selon ce rapport. Toutefois, la même source indique que l'Algérie ne devrait atteindre l'objectif relatif à l'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) qu'à hauteur de 80% (87% pour les garçons et 73% pour les filles).

Ce rapport qualifiera, ainsi, les progrès attendus par l'Algérie, de «lents ou éloignés» des objectifs fixés.

Concernant la parité entre les sexes dans l'éducation, le rapport prévoit un taux de 95%. Notons également que le rapport de suivi se réfère à l'indice de développe-

ment de l'EPT (IDE), un indice composite, une moyenne des taux atteints dans 115 pays dans la réalisation de quatre objectifs (enseignement primaire universel, alphabétisation des adultes, parité entre les sexes et qualité de l'éducation).

Sur une échelle croissante de 0 à 1, l'IDE de l'Algérie se situe entre 0,80 et 0,95% à l'instar des autres pays à revenu moyen supérieur.

Certes, les taux cités démontrent que des avancées ont été réalisées par l'Algérie notamment durant la période 2000-2014, le rapport se référant principalement à l'année scolaire 2011, et que des actions ont été accomplies et des efforts déployés.

Néanmoins, ces avancées restent mitigées, malgré la rhétorique et les statistiques auxquelles se réfèrent de manière récurrente les pouvoirs publics concernant la démocratisation de l'enseignement, l'amélioration de l'environnement et des conditions socioprofessionnelles des différents acteurs du système éducatif. De fait, la problématique du système éducatif en

Algérie reste posée, même si ce rapport n'en fait pas expressément état. Ainsi, les enseignants restent encore insuffisamment valorisés, soutenus en Algérie, la corporation ne cessant ses actions de protestation et de revendications.

Mais aussi d'autant que le développement d'un système d'apprentissage efficient reste encore aléatoire, l'amélioration de la qualité et des modalités d'enseignement s'avère encore incertaine, l'analphabétisme des adultes et des jeunes perdure, la déperdition scolaire persiste....

Et dans le contexte où la quête de la bonne gouvernance socioéconomique (réduction des déficits infrastructurels, suppression des inégalités sociales, des conditions assurées en matière d'épanouissement des jeunes notamment...) se poursuit, l'amélioration de la visibilité et de la lisibilité politiques demeure incertaine, l'accès à une meilleure valorisation des ressources financières dont dispose l'Algérie reste encore bloqué....

C. B.

## OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES

# Rassemblement éclair du syndicat

**Les travailleurs de l'Office national interprofessionnel des céréales (OAIC) sont en colère. Leur rassemblement hier, devant le siège de leur direction générale à Alger, ne s'est pas tenu.**

Les forces de l'ordre ont en décidé ainsi, en procédant à la dispersion des travailleurs et des syndicalistes, et en interpellant deux d'entre eux, le secrétaire général et un membre du bureau national du syndicat de l'office.

Et c'est ce dernier qui a décidé de cette journée de protestation à l'issue de la réunion du

secrétariat national du syndicat de l'OAIC, le 29 janvier dernier. Manière de mettre en avant une plateforme de revendications dont l'application de tous les protocoles d'accord conclus entre l'administration et le partenaire social, l'annulation de toutes les décisions arbitraires prises contre les syndicalistes suspen-

dus, avec à leur tête le secrétaire général du syndicat, Mohamed Boutbila Mohamed Bensmicha et Mohamed-Salah Louab, la suspension du directeur des ressources humaines et des moyens, au niveau de la direction générale qu'ils rendent responsables de dépassements et de menaces à l'encontre des syndicalistes et ses immixtions dans les affaires du syndicat.

Autre doléance du syndicat de l'OAIC, la fin du parti-pris de l'administration à l'égard de per-

sonnes qui, écrit-il dans un document sanctionnant les travaux de la réunion de son exécutif du 29 janvier dernier, n'ont aucun lien avec l'action syndicale.

Entre autres largesses accordées à ces personnes, le bénéfice de tous les moyens de transport et de déplacement dans les diverses unités de l'Office à l'échelle nationale à l'effet de mettre sur pied une entité syndicale parallèle. Une démarche qui, souligne encore le syndicat

de l'OAIC, a créé l'anarchie et l'instabilité au sein de l'Office et parmi le collectif des travailleurs..

Revendiquant une commission d'enquête concernant les pratiques douteuses et la mauvaise gestion au niveau de l'administration générale, le syndicat de l'OAIC exige l'ouverture d'un dialogue avec le partenaire social légal, légitime et réglementaire comme le stipule la loi 14/90.

M. K.